



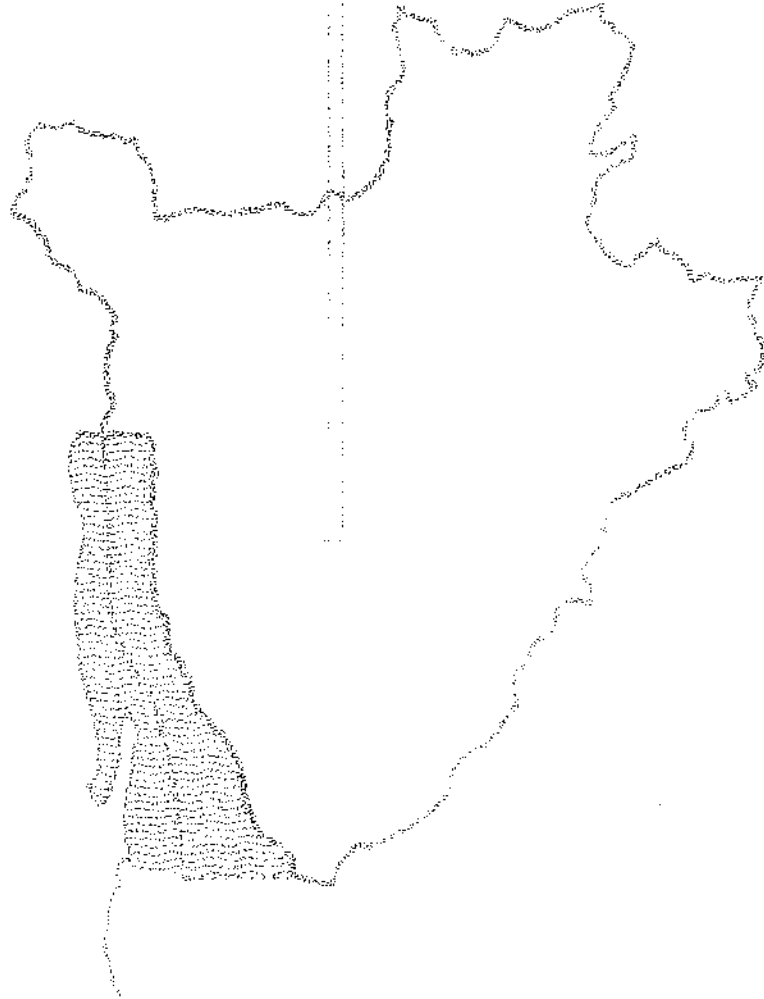
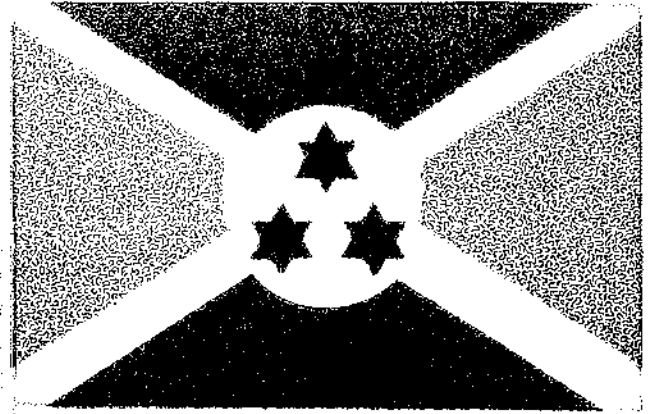
AMBASSADE DU BURUNDI

46, avenue Marnix

1040 BRUXELLES

Tel. 733-5423 - 733-5713

230-4237



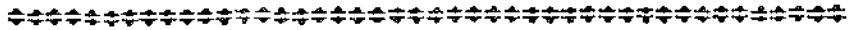
BULLETIN DES NOUVELLES DU BURUNDI

n° 2

Mars - sept. 88

28 Oct 1983

LA VERITE SUR LES MASSACRES AU NORD DU PAYS.



Certains médias étrangers ont
grossi et déformé les faits.



Une partie de la presse internationale a été, dans la deuxième moitié du mois d'Août, braquée sur le Burundi. Elle a déversé un flot de nouvelles falsifiées sur les tueries qui ont eu lieu dans le Nord du pays, plus précisément dans les communes de Ntega et Marangara, situées respectivement dans les provinces de Kirundo et Ngozi.

Ayant été rédigés, au début, par des journalistes qui ne se sont pas donné la peine de venir sur les lieux, les dépêches d'agences et les articles de journaux charriaient beaucoup de contre-vérités.

Ils sont pour le sensationnel. Pourquoi cette campagne d'excitation de l'opinion alors que le calme est revenu ? Serait-ce pour réchauffer les passions et ranimer la guerre?

A l'égard des auteurs de ces informations non vérifiées, ne peut-on pas parler du mépris de la déontologie de leur métier ou de la mauvaise foi ou encore des deux à la fois ? Compte tenu de cela, quel crédit accorder à ces marchands de mensonges?

Le fait que, dans un premier temps, ils n'ont entendu que le son d'une cloche, c'est-à-dire qu'ils ont diffusé les informations recueillies auprès des réfugiés arrivés au Rwanda est une des preuves du caractère tendancieux de leur entreprise. Ne seraient-ils pas, au fond, à la solde des ennemis du peuple burundais ?

Pour le lecteur qui n'a pas pu lire les articles de certains journaux étrangers ou les dépêches de certaines agences de presse internationale, voici les exemples des allégations rapportées d'ailleurs de façon concordante, pour soulever contre le Burundi l'opinion internationale.

" A la suite d'incidents provoqués par l'armée, les paysans Hutu se seraient sentis menacés et se seraient insurgés. Ils se sont mis à massacrer d'autres paysans Tutsi et l'armée se serait adonnée à une répression impitoyable (Voir Jeune Afrique n° 1445, le Soir n° 210 ...) "

Cette version est pure mensonge. Nous sommes persuadés qu'elle a été inventée avant le déclenchement des massacres pour discréditer le pays et son armée. Elle n'a rien à voir évidemment avec la vraie réalité que tout le monde de bonne foi pourrait constater sur le terrain. Rien n'est aussi clair que le message de paix et la conférence de presse (aux journalistes burundais et étrangers) du Président de la République ainsi que la mise au point du Gouvernement. Il est donné la vraie relation des événements.

L'armée n'est point responsable du soulèvement et des massacres de Ntega et Marangara. Ce sont plutôt des réfugiés burundais à l'étranger qui se sont infiltrés dans la population et qui ont trompé et poussé les membres d'une ethnie à massacrer ceux d'une autre ethnie, à incendier les habitations, les champs, etc... Tout le monde est au courant que des tracts incitant la population à la révolte avaient été distribués aux mois de juin et juillet.

L'ennemi vient de l'extérieur. Le fait que les troubles du genre éclatent toujours dans des zones frontalières de nos pays limitrophes est significatif. Les forces armées sont intervenues pour rétablir l'ordre, et calmer la région troublée. Quel intérêt aurait un nouveau régime, avec de nouveaux objectifs auxquels il cherche à faire adhérer toute la population, à provoquer des situations conflictuelles dans le pays ? Intoxiquer l'opinion internationale est une stratégie adoptée par les commanditaires des massacres survenus au Nord du pays.

- 5 -

Falsification sur le nombre
de victimes des tueries

" Il est incontestable , quand on rassemble tous les éléments disponibles au Rwanda, que le chiffre officiel de 5.000 morts est largement inférieur à la réalité. Celui de 24.000 lancé dimanche à Bujumbura pourrait être dépassé (A.F.P., le Soir ...) " .

Jusqu'à présent, on n'a pas encore de bilan, selon les premières estimations des services de secours, les pertes en vies humaines sont approximativement évaluées à 5.000 morts. Pour le moment; il est difficile de fournir des chiffres précis. Dans des circonstances pareilles, il y a des morts, des blessés et des disparus. Il faut alors un certain temps pour pouvoir fournir des chiffres exacts de chaque catégorie. Le chiffre de 24.000 avancé sur base de familles disparues est une invention puisque au sein des familles, il y en a qui ont été tués, d'autres ont fui au Rwanda, d'autres se sont cachés et sont actuellement dans les camps de réfugiés.

" Plusieurs journaux étrangers ont repris les chiffres répartissant la population burundaise entre 80 à 85 % de Hutu et 15 % de Tutsi . "

Il s'agit là de vieux clichés du temps colonial que l'on colle au Burundi ; car, depuis l'indépendance, les autorités n'ont jamais entrepris de recensement sur base ethnique.

Même l'administration coloniale n'a jamais fait un recensement sur cette base ethnique. Elle a fait une estimation en fonction des vaches que chacun possédait. Plus de dix vaches on devenait Tutsi, moins on était Hutu. Mais la vérité n'est pas celle-là. Ces historiens le savent. Toutes les ethnies ont toujours possédé des vaches et le nombre n'avait rien à voir avec l'ethnie.

Pour ces journalistes, pensent-ils que la recherche de l'objectivité se réduit uniquement à l'accumulation des faits ? Qu'on se le dise, la recherche de l'objectivité suppose aussi une remise en cause permanente des schémas déjà mis en place.

" Des médias étrangers ont rivalisé à affirmer que l'armée burundaise a procédé à l'arrestation massive et au génocide des Hutu non seulement à Marangara et à Ntega mais aussi à travers les autres régions."

C'est un mensonge grossier car, à l'exception des communes de Ntega et de Marangara, le reste du pays a toujours été paisible. Personne n'a jamais été empêché de vaquer à ses activités habituelles. Si les autorités ont dû prendre des mesures de sécurité comme le couvre-feu (de 19 h à 5 h du matin dans un premier temps et de 21 h à 5 h du matin dans un deuxième temps) et le port d'un laissez-passer pour se rendre d'une commune à l'autre, c'était dans le but d'éviter que les troubles ne fassent tache d'huile et non d'empêcher les Hutu de fuir comme le précisaient les journaux étrangers. Aucun homme de bon sens ne peut accepter la mise en cause de l'armée et à travers elle celle du Gouvernement et du Chef de l'Etat qui est en même temps Chef de l'armée, pour la simple raison que le jeune régime de la 3^e République d'un an d'existence à peine, n'avait aucun intérêt à se destabiliser et à se discréditer à l'étranger, soi-disant pour consolider davantage la domination d'une partie de la population sur une autre.

Quant aux affirmations des opposants basés à l'étranger selon lesquelles les violences inter-ethniques ont eu lieu dans des communes autres que Ntega et Marangara, que l'armée a ratisé et massacré systématiquement la population Hutu des communes à Bugabira, Vumbi et Busoni et que les régions de Kiremba et Marangara étaient interdits d'accès aux étrangers, disons tout de suite qu'elles ne sont pas fondées.

L'armée a été dépêchée pour le rétablissement de l'ordre dans les communes de Ntega et Marangara. Car, comme il a été dit et répété par les autorités, les troubles sanglants se sont limi-

tées aux deux seules communes. Les régions de Kiremba, Bugabira, Vumbi et Busoni n'ont jamais été concernées. L'intervention des forces de l'ordre, comme l'a souligné le Chef de l'Etat donnant la Conférence de Presse aux nationaux et aux étrangers, n'a eu lieu que parce que des milliers de rebelles tuaient, brûlaient et surtout ne voulaient pas déposer leurs armes. L'armée a donc fait ce qu'elle a pu pour arrêter les massacres visant à l'extermination d'une ethnie.

Des gens non mêlés dans les tueries (des enfants, des femmes, des vieillards ...) pouvaient être frappés dans ces conditions par des balles perdues à cause de la confusion. Mais qu'on n'aille pas jusqu'à dire que l'armée a procédé à l'élimination systématique d'une ethnie.

" La presse étrangère a également parlé de l'usage de bombes à napalm contre la population hutu dans les régions troublées. "

Et pourtant tout le monde sait que l'armée ne dispose pas de cette arme dans son arsenal. Certains groupuscules extrémistes de réfugiés burundais installés à l'étranger affirment qu'il y eut des corps de cadavres qui flottèrent sur le lac Tanganyika et sur la rivière Nyabarongo.

Il est question ici d'une exagération qui ne frise pas moins le ridicule. Quiconque connaît le Burundi et la situation géographique des lieux où se sont déroulés les affrontements (Ntega et Marangara) et du lac Tanganyika comprendrait que c'est un mensonge bien habillé.

C'est dire combien les instigateurs des massacres survenus au Nord arrivent à inventer n'importe quoi pour ternir l'image du pays en intoxiquant l'opinion internationale.

" Des journalistes étrangers rompus dans l'art de la désinformation n'ont hésité de diffuser que M. Basegeta, ancien député, a été exécuté par les militaires au cours des événements qui ont ensanglanté notre pays (Le soir du jeudi 25/8/88."

M. Basegeta est pourtant administrateur de la commune de Tangara qui n'a même pas de frontières avec les communes de Marangara et Ntega. C'est donc un mensonge très grossier. Les allégations mensongères selon lesquelles des ressortissants Hutu seraient exécutés sommairement et présentés ensuite comme victimes de maladies tels que le cancer ou le Sida, cachent mal la visée propagandiste de leurs auteurs. Depuis l'avènement de la 3^e République, tout homme de bonne foi reconnaît qu'il n'y avait pas de prisonniers politiques ni de troubles quelconques.

Les événements sanglants du Nord du pays ont porté une ombre au tableau de la 3^e République. Mais comme l'a affirmé le Chef de l'Etat, ils ne le décourageront pas et ne le détourneront pas des objectifs qu'il s'est fixés, à savoir l'instauration de la démocratie, de la justice sociale, la mobilisation de toute la population pour le développement et le renforcement de l'unité nationale.

Le Burundi a toujours appartenu et appartiendra, a dit le Président de la République, à tous les Burundais tel que nous l'avons hérité de nos ancêtres. Il est hors de question, a-t-il continué qu'une ethnie prétende gouverner ce pays après en avoir exterminé une autre.

En terminant, disons qu'il est regrettable de constater que certains médias qu'on croyait de grande renommée puissent ne pas servir la vérité et la paix pour les populations.